

LETTRE DE LIAISON

des militants combattant
pour le **Front Unique**
des syndicats de l'enseignement public

N° 158
18 novembre 2009

ISSN 1245-0286

www.frontunique.com

Pour que la direction de la FSU, du SNES, du SNEP exigent le retrait de la réforme Sarkozy-Chatel des lycées et rompent immédiatement la concertation.

Deux motions d'établissement :

Lycée-Collège Blaise Pascal, Clermont-Fd

Les enseignants du lycée/collège Blaise Pascal de Clermont Fd réunis en heure d'information syndicale le 16 11 2009 constatent que le projet de réforme présenté par le ministre aux organisations syndicales est une attaque en règle contre l'enseignement et les statuts des enseignants :

- Réduction considérable du nombre d'heures de cours des lycéens, donc suppression massive de postes d'enseignants.
- Horaires pouvant être semestrialisés, annualisés, décidés localement par les conseils pédagogiques
- Une attaque contre le statut des enseignants au travers de l'accompagnement individualisé, donc remise en cause des décrets de 1950.
- Mise en danger de certaines matières : enseignements de détermination, langues, SES, histoire géographie en terminale, sciences en première, etc.
- Déqualification des enseignements pour les élèves, par la baisse des contenus enseignés, par le livret de compétence, conception opposée de fait à l'acquisition de connaissances.
- Menaces sur le bac comme examen national, premier grade universitaire.
- Déqualification des enseignants avec la circulaire du mois d'août sur les remplacements venant « compléter » l'attaque.

Il s'agit en réalité d'une seconde édition de la réforme Darcos.

En conséquence, les enseignants de Blaise Pascal s'adressent aux directions nationales des syndicats de l'enseignement public (particulièrement du Snes FSU) et leur demandent :

- De se prononcer pour le retrait de ce projet de réforme. Pour: 10 ; Contre: 0 ; Abstention: 1
- De se retirer de toute concertation avec le ministère sur ce projet (pour les syndicats concernés).
Pour: 8 ; Contre: 2 ; Abstentions: 0
- D'appeler à la grève reconductible pour obtenir satisfaction. Pour: 6 ; Contre: 3 ; Abstentions: 2

Le courant Front Unique soutient pleinement les deux premiers points de cette motion.

Lycée Sidoine Apollinaire, Clermont-Fd

Les personnels du lycée S. Apollinaire réunis le 17-11-2009 à l'initiative du SNES en A.G sont conscients que **le projet de réforme des lycées présenté par SARKOZY**

- Visé à réduire les horaires d'enseignement de nombreuses matières (enseignements technologiques, artistiques, hist-géo, maths, LV).
- Permettra la suppression de nombreux postes (réduction des horaires profs regroupement des élèves issus de plusieurs classes)
- Fait courir de très sérieuses menaces à l'actuel statut d'enseignant :
 - en faisant effectuer à ceux-ci des tâches autres que celles d'enseigner. En effet à travers l'accompagnement des élèves et le tutorat, les enseignants seraient amenés à faire notamment de l'orientation à la place des conseillers d'orientation permettant ainsi leur extinction à terme.
 - en prévoyant l'annualisation des services, des stages pendant les vacances
 - en soumettant, pour une part de leur service, les enseignants à l'arbitraire des décisions prises par le chef d'établissement et le conseil pédagogique
- Dévalorise le bac par le biais de la réduction globale des horaires disciplinaires élèves et la mise en place du livret de compétences

- Le menace aussi en tant que diplôme national puisque les conditions d'enseignement seraient pour partie décidées localement (dédoubléments, groupes).

- Menace les bacs technologiques : les enseignements technologiques seraient réduits en seconde, de moitié parfois et passeraient à 1h30 hebdomadaire ou 3h semestrielles ou 54 annuelles. (Nous ne connaissons pas les horaires de 1^{ère} et term actuellement).

Il s'agit en réalité d'une deuxième édition de la réforme DARCOS

C'est pourquoi les personnels du lycée S. Apollinaire se prononcent :

Pour le retrait du projet de réforme CHATEL et s'adressent au SNES pour qu'il en fasse autant,

Ce qui nécessite que le SNES quitte la concertation gouvernementale comme il avait quitté la commission GAUDEMAR lors de la réforme DARCOS.

19 pour 1 abstention

Pour que la Direction de la FSU boycotte et appelle au boycott du "débat" Sarkozy Besson sur l'"identité nationale".

Intervention d'Olivier Lestang au BDFN de la FSU du 16 Novembre (extraits)

Ce bureau national doit prendre position nettement sur l'opération « identité nationale ».

En effet, un contrôle de police généralisé est en cours dans ce pays : le grand débat sur « l'identité nationale », au travers duquel le gouvernement Sarkozy-Fillon demande « Français vos papiers ! ».

Sarkozy et Besson prétendent y associer les syndicats, notamment enseignants, lors de débats multiples dans les sous-préfectures.

Mais ils voudraient même faire endosser l'uniforme de « l'identité nationale » aux enseignants eux-mêmes.

En effet, selon les propos de Chatel du 5 novembre, ceux-ci seraient chargés dans un premier temps d'y faire entrer ce « débat », dans les lycées notamment. Besson quant à lui annonce déjà qu'ils devraient à l'avenir animer des « séquences pédagogiques » se concluant par le chant de la Marseillaise dans les écoles !

Les syndicats de la FSU sont donc en première ligne. Or à ce stade la direction de la FSU a exprimé le 4 novembre ses « craintes » et « inquiétudes ». Aucun de ses syndicats et notamment pas le SNES n'a pris position contre la participation à ce débat. Et que dire de la position d'un Bernard Thibault glissant en douce dans sa récente interview au *Monde* que la CGT est un « *objet public qui fait partie de l'identité nationale* » !

Accepter de débattre même avec des pincettes de « l'identité nationale », serait en reconnaître le présupposé. Or précisément la FSU, les syndicats enseignants, ont le devoir de combattre cette notion même

D'abord, parce que personne ne peut être dupe. Toute définition, disait Spinoza, est une négation. Mais ici à prétendre définir ce qui n'existe pas, il ne reste qu'une négation dont la cible est la jeunesse issue de l'immigration, les prolétaires sans-papiers. Cible, oui car le ministère de l'identité nationale, c'est d'abord celui des expulsions. Cible car bien entendu ce « débat » est une opération politique en vue des régionales qui vise à maintenir une partie de l'électorat FN dans le giron de l'UMP.

Mais c'est logique puisque historiquement, « l'identité nationale » est la marque de fabrique des courants les plus réactionnaires, et qu'elle est mise en avant aux moments de crise, hier par Maurras dans les années trente contre les « métèques » et les juifs, aujourd'hui par Sarkozy contre les travailleurs et la jeunesse issus de l'immigration. Et son objectif, hier comme aujourd'hui, c'est de réaliser une forme d'unité nationale.

C'est précisément ce à quoi appelait Sarkozy dans son discours de jeudi dernier en affirmant : « *être français c'est adhérer à une forme de civilisation, à des valeurs, à des mœurs* ». (...)

Voilà donc le nœud de l'affaire : c'est précisément dans le combat contre ces « valeurs » de guerre, d'exploitation et d'obscurantisme que le mouvement ouvrier, internationaliste, s'est constitué. Et là est la matrice des organisations syndicales ouvrières, et enseignantes, leur raison d'être.

La responsabilité de la direction fédérale est engagée, elle doit clairement prendre position.

La FSU doit rejeter publiquement la notion d'identité nationale comme réactionnaire, obscurantiste et raciste, et elle doit refuser d'y participer à quelque niveau que soit, appeler les enseignants à refuser de s'y engager et s'adresser aux autres organisations syndicales pour qu'elles en fassent de même.

Je souhaite m'abonner à la **Lettre de liaison**

Nom:.....Prénom :.....

Adresse:.....

Joindre un chèque de 10 euros pour un an d'abonnement à l'ordre de « Front Unique » et envoyer à l'adresse suivante: Front Unique, 11, rue Michalias, 63000 Clermont-Fd.

www.frontunique.com

email : mel@frontunique.com